3. TEXTE DES RÉSOLUTIONS

3.1. Partie ordinaire

PREMIÈRE RÉSOLUTION
Approbation des comptes annuels sociaux

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise des comptes sociaux de l’exercice clos le 31 décembre 2019, du rapport de gestion du Conseil d’administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, approuve les comptes sociaux établis au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2019 faisant apparaître un bénéfice net de 210 159 638,82 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L’Assemblée générale donne quittance de leur gestion aux Administrateurs.

L’Assemblée générale prend acte que les dépenses visées par les articles 39-4 et 223 quarter du Code général des impôts, non admises en charges déductibles pour la détermination de l’impôt sur les sociétés, s’élèvent pour l’exercice 2019 à 0 euro.

Elle décide, sur proposition du Conseil d’administration, l’affectation suivante du bénéfice distribuable :
— distribution à titre de dividende d’une somme de 6,40 euros par action, soit une somme globale de 208 988 794 euros ;
— affectation du solde, soit 818 246 251,48 euros, au compte report à nouveau.

L’Assemblée générale fixe en conséquence le dividende afférent à l’exercice clos le 31 décembre 2019 à 6,40 euros par action y ouvrant droit.

Le dividende sera payable en numéraire le 6 mai 2020.

L’intégralité de cette distribution est éligible sur option à l’abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l’article 158 du Code général des impôts.

Dans l’hypothèse où, à la date de la mise en paiement, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, la somme correspondant au montant du dividende qui n’aurait pas été versé au titre de ces actions serait affectée au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l’article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Exercice clos le</th>
<th>31 décembre 2016</th>
<th>31 décembre 2017</th>
<th>31 décembre 2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Nombre d’actions formant le capital</td>
<td>32 654 499</td>
<td>32 654 499</td>
<td>32 654 499</td>
</tr>
<tr>
<td>Dividende unitaire</td>
<td>8,20 €**</td>
<td>8,20 €**</td>
<td>5,55 €**</td>
</tr>
<tr>
<td>Dividende total*</td>
<td>267 710 744,25 €</td>
<td>267 754 911,60 €</td>
<td>181 124 327,70 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* Les montants indiqués représentent les dividendes effectivement versés, étant rappelé que les actions rachetées par la Société n’ouvrent pas droit à distribution.
** Montant éligible sur option, pour les personnes soumises à l’impôt sur le revenu, à l’abattement de 40 % mentionné au 2° du 3° de l’article 158 du Code général des impôts.

DEUXIÈME RÉSOLUTION
Approbation des comptes annuels consolidés


TROISIÈME RÉSOLUTION
Affectation et répartition du résultat

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que, compte tenu du bénéfice net de 210 159 euros, et du report à nouveau bénéficiaire de 817 075 406,66 euros, le bénéfice distribuable s’élève à 1 027 235 045,48 euros.
QUATRIÈME RÉSOLUTION
Approbation des conventions et opérations visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, et connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés, et conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conventions et engagements réglementés présentés dans ce rapport et non encore approuvés par l’Assemblée générale.

CINQUIÈME RÉSOLUTION
Approbation de la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, en application du II de l’article L. 225-37-2 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d’entreprise, approuve la politique de rémunération des mandataires sociaux.

SIXIÈME RÉSOLUTION
Approbation de la politique de rémunération des Administrateurs et Censeurs

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, en application du II de l’article L. 225-37-2 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d’entreprise, approuve la politique de rémunération des Administrateurs et Censeurs.

SEPTIÈME RÉSOLUTION
Approbation des informations sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux et aux Censeurs au cours ou au titre de l’exercice 2019

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, en application du II de l’article L. 225-100 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d’entreprise, approuve les informations publiées en application de l’article L. 225-37-3 du Code de commerce.

HUITIÈME RÉSOLUTION
Approbation des éléments composant la rémunération et les avantages versés en 2019 ou attribués au titre de l’exercice 2019 à Monsieur Hervé Le Bouc

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, en application du III de l’article L. 225-100 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d’entreprise, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Hervé Le Bouc.

NEUVIÈME RÉSOLUTION
Approbation des éléments composant la rémunération et les avantages versés en 2019 ou attribués au titre de l’exercice 2019 à Monsieur Frédéric Gardès

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, en application du III de l’article L. 225-100 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d’entreprise, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Frédéric Gardès.

DIXIÈME RÉSOLUTION
Approbation des éléments composant la rémunération et les avantages versés en 2019 ou attribués au titre de l’exercice 2019 à Monsieur Olivier Roussat

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, en application du III de l’article L. 225-100 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d’entreprise, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Olivier Roussat.

ONZIÈME RÉSOLUTION
Ratification de la nomination de Monsieur Arnauld Van Eeckhout en qualité d’Administrateur


L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la nomination de Monsieur Arnauld Van Eeckhout en qualité d’Administrateur.
DOUziÈME RÉSOLUTION
Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Arnaud Van Eeckhout
L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat d' Administrateur de Monsieur Arnaud Van Eeckhout pour une durée de deux années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

TREIZIÈME RÉSOLUTION
Démise de Monsieur Arnaud Van Eeckhout de son mandat de Censeur et absence de désignation d'un Censeur en remplacement
L'Assemblée générale prend acte de la démission de Monsieur Arnaud Van Eeckhout de son mandat de Censeur à l'issue de la réunion du Conseil d'administration du 1er octobre 2019 en conséquence de sa cooptation en qualité d'administrateur.
L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de ne pas nommer de Censeur en remplacement.

QUATORZIÈME RÉSOLUTION
Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Catherine Ronge
L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat d'Administrateur de Madame Catherine Ronge pour une durée de deux années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

QUINZIÈME RÉSOLUTION
Autorisation donnée au Conseil d'administration en vue de permettre à la Société d'intervenir sur ses propres actions
L'Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et conformément à la réglementation applicable notamment les articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce ainsi que les dispositions du Titre IV du Livre II du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF) :
— autorise le Conseil d'administration à procéder à l'achat d'un nombre maximal de 326 545 actions de la Société sous réserve du respect permanent du seuil de détention maximal défini à l'article L. 225-210 du Code de commerce ;
— décide que les objectifs principaux de cette autorisation d'achat par la Société de ses propres actions, correspondant, soit à une pratique de marché admise par l'AMF, soit à un objectif prévu par la réglementation européenne sur les abus de marché, soit à un objectif mentionné par les articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, seront principalement (i) l'annulation éventuelle des actions rachetées sous réserve d'une autorisation en ce sens de l'Assemblée générale extraordinaire, (ii) assurer la liquidité et animer le marché du titre de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF et (iii) toute pratique de marché qui viendrait à être admise, étant précisé que la réalisation de ces objectifs devra se faire dans le respect de la législation et réglementation en vigueur ;
— décide que l'acquisition, la cession ou le transfert par la Société de ses propres actions pourront être effectués en une ou plusieurs fois, dans le respect des règles édictées par l'AMF, par intervention sur tout marché ou hors marché, de gré à gré ou autrement, par tous moyens et notamment par achats ou cessions de blocs de titres, par l'utilisation d'instruments financiers dérivés, et à tout moment, notamment en période d'offre publique sur les titres de la Société dans les limites que pourrait permettre la réglementation en vigueur. Le Conseil d'administration devra veiller toutefois à ne pas accroître la volatilité du titre. La part du programme qui peut s'effectuer par négociation de blocs de titres n'est pas limitée et pourra représenter la totalité du programme ;
— décide que le Conseil d'administration pourra acquérir les actions dans la limite d'un prix maximum d'achat fixé à 180 euros par action, hors frais d'acquisition, et que le montant maximum cumulé des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions ne pourra excéder 58 778 100 euros, correspondant à l'acquisition de 326 545 actions (soit 1,0 % du nombre de titres composant le capital de la Société à la date du 31 décembre 2019) au prix maximum visé ci-dessus ;
— décide qu'en cas d'opérations sur le capital de la Société pendant la durée de validité de la présente autorisation, le prix de rachat unitaire maximum indiqué sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social avant l'opération et ce nombre après l'opération ;
— confère, en vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs au Conseil d'administration, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et en déterminer les modalités conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables. À ce titre, le Conseil d'administration pourra effectuer toutes opérations, passer tous ordres de Bourse, conclure toutes conventions, accomplir toutes formalités, tous accords, notamment pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes démarches, déclarations auprès de l'AMF et de tous organismes, et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution des décisions qui auront été prises par lui dans le cadre de la présente autorisation. Le Conseil d'administration pourra déléguer lesdits pouvoirs conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ;
— fixe à dix-huit mois à compter de la présente Assemblée générale la durée de validité de la présente autorisation qui prime d'effet, à hauteur, le cas échéant, des montants non utilisés et remplace toute délégation antérieure ayant le même objet.

SEIZIÈME RÉSOLUTION
Pouvoirs
L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes délibérations pour effectuer tous dépôts et formalités où besoin sera.
3.2. Partie extraordinaire

DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION
Autorisation donnée au Conseil d’administration à l’effet de réduire le capital social par annulation d’actions propres détenues par la Société

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d’administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l’article L. 225-209 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d’administration, avec faculté de subdélégation, à annuler sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la Société détenues par celle-ci en conséquence de l’utilisation des diverses autorisations de rachat d’actions données par l’Assemblée générale au Conseil d’administration, dans la limite de 10 %, par période de vingt-quatre mois, du nombre total des actions composant le capital à la date de l’opération et à réduire corrélativement le capital social ;

2. confère au Conseil d’administration, avec faculté de subdélégation, tous pouvoirs pour réaliser la ou les opérations de réductions de capital consécutives aux opérations d’annulation autorisées par la présente résolution (notamment imputer la différence entre la valeur d’achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles y compris sur la réserve légale à concurrence de 10 % du capital annulé) et procéder à la modification correlative des statuts ;

3. fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation qui prête d’effet, à hauteur, le cas échéant, des montants non utilisés, et remplace toute délégation ayant le même objet.

Le Conseil d’administration

DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION
Délégation au Conseil d’administration aux fins de mise en conformité des statuts

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, délègue au Conseil d’administration, conformément aux dispositions de l’article L. 225-36 alinéa 2 du Code de commerce, le pouvoir d’apporter les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine Assemblée générale extraordinaire.

La présente délégation est donnée pour une période d’un an prenant fin à l’issue de l’Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l’exercice clos le 31 décembre 2020.

DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION
Pouvoirs

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d’une copie ou d’un extrait du procès-verbal des présentes délibérations pour effectuer tous dépôts et formalités où besoin sera.